

*Sécurité dans la région méditerranéenne -
- sécurité en Europe centrale*

**Bourse de recherche individuelle de l'OTAN et du Partenariat
Euro-Atlantique 1999 – 2001.**

**Professeur NAGY László
Université de Szeged (Hongrie)**

Table des matières

I. INTRODUCTION	p. 4.
II. DÉFINITION DES ESPACES TRAITÉS	p. 8.
II. 1. Europe Centrale	p. 8.
II. 2. La Méditerranée	p. 11.
III. APPARITION BRUTALE DE LA QUESTION NATIONALE EN EUROPE CENTRALE	p. 15.
III. 1. Résumé des événements historiques	p. 15.
III. 2. Poids du passé	p. 17.
III. 3. Yougoslavie	p. 21.
III. 4. Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est	p. 23.
IV. FOYERS DE TENSION ET FACTEURS DE RISQUE DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN	p. 26.
IV. 1. Vue générale	p. 26.
IV. 2. La Méditerranée orientale	p. 28.
IV. 3. Les disparités	p. 30.
IV. 4. L'intégrisme islamique	p. 32.
V. L'ENGAGEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD	
V.1. Partenariat euro-méditerranéen: l'engagement de l'UE	p.35.
V. 2. Le dialogue méditerranéen: l'engagement de l'OTAN	p. 37.
VI. EN GUSIE DE CONCLUSION FINALE	p. 41.
VII. BIBLIOGRAPHIE	p. 43.

Introduction

Notre époque n'est que trop riche en catastrophe, en de révolutions, en coups de théâtre, en surprise. La réalité du social, la réalité foncière de l'homme se découvre nouvelle à nos yeux et, qu'on le veuille ou non, notre vieux métier d'historien ne cesse de bourgeonner et de refleurir dans nos mains...Oui que de changements! Tous les symboles sociaux, ou presque tous – et certains pour lesquels nous serions morts hier sans trop discuter – se sont vidés de leur contenu. La question est de savoir s'il nous sera possible, non de vivre, mais de vivre et de penser paisiblement sans leurs repère et la lumière de leurs phares.”

(Braudel, Fernand: Écrits sur l'histoire, 1949)

Les grands bouleversements en Europe centrale dans les années 1989-1991 ont accéléré le processus de mondialisation et par son effet ils ont rapproché les deux régions périphériques de l'Europe: Europe centrale et orientale et la Méditerranée. Il y avait des époques quand le destin de ces deux régions était lié très étroitement. Dès l'époque moderne jusqu'à la fin du XVIIe siècle de nombreux pays et peuples de l'Europe centrale – mais surtout orientale – faisaient parties de l'Empire ottoman qui s'étendait sur le Sud et l'Est de la Méditerranée. Au XIXe siècle la rivalité des grandes puissances (Angleterre, France, Russie – plus tard Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie)

jouaient un rôle capital dans l'histoire de ces deux grands espaces. C'était celle de la rivalisation classique antérieure à la première guerre mondiale. Leur rivalisation se culmine dans „la question d'Orient”. La période de l'entre deux guerres mondiales peut être considérée comme une période de paix provisoire : les traités de paix de Versailles ont anticipé les nouveaux conflits en Europe (centrale et orientale) où ses premiers signes se sont déjà manifestés dans les années 1920. Le tour de la Méditerranée venait plus tard dans les années 1930 par les activités de l'Italie en raison de l'idée de constituer un Empire.

Après la deuxième guerre mondiale – dans l'époque de la guerre froide – en Europe centrale et orientale il y avait des rapports pacifiques entre les Etats tous s'appartenant au même bloc idéologico-politique, mais des tensions existaient (Yougoslavie-URSS, Bulgarie-Turquie, question de Trieste). Les conflits véritablement sérieux avaient des caractères socio-politiques et ils étaient tous de l'ordre de la politique intérieure (1956 l'insurrection antisoviétique en Hongrie, l'intervention militaire des „Cinq” en Tchécoslovaquie en 1968, les crises successives en Pologne etc.). Les dirigeants communistes de cette époque-là considéraient la question nationale résolue – au nom de „l'internationalisme prolétarien”.

Par contre dans la région méditerranéenne les conflits - sans qu'ils eût les aspects nationaux – étaient en premier lieu *nationaux* : c'était – et continue toujours à l'être – l'époque de la formation des Etats-nationaux du peuple arabe et des Juifs.

De nos jours les deux régions sont des zones de tension et de conflits sanglants dont l'origine se retrouvent dans *la question nationale*.

Dans ces nouvelles conditions géopolitiques internationales comment, par quels moyens serait-il possible de gérer les crises dans ces deux régions? Est-ce qu'il y a des moyens pris de l'expérience d'une de ces régions ce qu'on pourrait employer dans l'autre? C'est la question ce que nous nous posons en Europe centrale et orientale sachant par l'expérience historique qu'il n'y a pas de sécurité dans l'une de ces régions sans qu'elle n'existe dans l'autre! Surtout pas dans notre époque de mondialisation accélérée quand la planète est devenu „village”.

Notre objectif est de présenter ce processus *historico-politique* qui a abouti sur la crise actuelle. Nous remontons à l'origine du „court XXe siècle” pour comprendre mieux – et faire le comprendre - les racines de la crise actuelle. Dans ces deux régions périphériques le poids du passé est plus déterminant dans les événements du temps présent que dans les pays développés de l'Europe. Et c'est en raison de ce que dans ces régions-là la constitution des Etats-nation n'est pas achevée de même que la modernisation de la société. Par conséquent il est plus rationnel et plus utile de démontrer et d'analyser les crises, leur origine, leur déroulement à la longue durée suivant la méthode braudelienne: *„Réalités de longue, d'inépuisable durée, les civilisations, sans fin réadaptées à leur destin, dépassent donc en longévité toutes les autres réalités collectives, elles leur survivent. De même que, dans l'espace, elles transgressent les limites des sociétés précises (qui baignent ainsi dans un monde régulièrement plus vaste qu'elle-même et en reçoivent, sans toujours en être conscientes, une impulsion, des impulsions particulières), de même s'affirme dans le temps, à leur bénéfice, un dépassement que Toynbee a bien noté et qui leur transmet d'étranges héritages, incompréhensibles pour qui se contente d'observer, de connaître < le présent > au sens le plus étroit. Autrement dit, les civilisations survivent aux bouleversements politiques, sociaux, économiques, même idéologiques que, d'ailleurs, elles commandent insidieusement, puissamment parfois.”*¹

Donc c'est le point de vue d'un historien ce que nous allons développer sur les problèmes préoccupants de l'actuel. Notre objectif n'est point d'écrire une étude de science historique, mais nous allons interroger le passé pour comprendre mieux le présent en vue de pouvoir suggérer de nouvelles approches des problèmes compliqués et complexes de ces deux espaces périphériques. Nous mettons au centre de l'étude le problème de la question nationale, le terrain concret, la référence – on peut dire – le laboratoire sera l'ex-Yougoslavie où se concentre la quintessence du problème à traiter.

Nous allons présenter les foyers de crise, les facteurs de risque, d'instabilité et d'insécurité simultanément, mais nous n'avons pas l'intention des les

¹ **Braudel, Fernand:** L'histoire des civilisations: le passé explique le présent. In **Braudel, Fernand:** Écrits sur l'histoire. Flammarion, Paris 1969. p.303.

analyser tous en profondeur, seulement les plus intéressants. Notre travail s'achève sur les activités du présent accomplies par les Etats, les organisations internationales concernées dans la gestion des crises.

II. DÉFINITION DES ESPACES EN QUESTION

II.1 Europe centrale

L'Europe centrale est tout d'abord un terme de science historique qui désigne une région de l'Europe dont les frontières changeaient (et changent toujours sous nos yeux) au cours de l'histoire. Elle n'est point une région homogène, mais très hétérogène ayant plusieurs sous-régions.

Le débat de définition s'est enflammé dans l'époque de l'entre les deux guerres quand - en raison de l'issue de la Grande Guerre 14-18 - les Empires Habsbourgeois et Ottoman dominant cet espace se sont effondrés. Le débat - les définitions - n'étaient pas dépourvues des éléments idéologiques en insistant sur le caractère euroasiatique de l'Union soviétique (la Russie) et en considérant comme „vraie Europe” l'Europe occidentale (à peu près les pays de l'actuelle Union européenne). L'espace entre la „vraie Europe” et l'URSS portait de diverses dénominations : Europe de l'Est, Europe centrale et orientale, Europe centrale, insistant toujours sur sa spécificité vis-à-vis des deux autres régions.

Dans les années 1960-70 le débat est relancé. Les historiens et politologues examinent l'évolution socio-économique qui a pris un sens opposé dans les parties occidentale et orientale de l'Europe. En Occident tournée vers l'Atlantique s'émerge - à travers des bouleversements aussi importants et sanglants qu'actuellement en Europe de l'Est - une société (et économie) dynamique dont l'épicentre est *l'individu autonome* et la base politique solide est *le respect des droits de l'homme*. Par contre à l'Est se forme une société (et économie) moins dynamique, moins mobile, chargée des vestiges de la féodalité où *l'individu autonome ne pouvait pas s'épanouir* et par conséquent les diverses formes de l'autoritarisme se sont implantées. Alors qu'en Occident s'amorce une mondialisation, ouverture sur le monde, en Europe centrale c'est le début de la périphérisation. Et en même temps, au cours de cette périphérisation cette aire régionale tend à se diversifier.

Dans les années 1980 la définition des „trois Europes” paraît comme révélation exprimant ce développement inégal à l'intérieur de l'Europe centrale. Ainsi a.) il y a l'Europe occidentale qui couvre - grosso modo -

l'actuelle Union européenne, 2.) l'Europe orientale qui occupe la partie occidentale de l'URSS et les pays orthodoxes, 3.) et entre elles se trouve une zone hybride: l'Europe centrale et orientale, les territoires de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchéquie et de la Slovaquie.

Le terme "Europe centrale" avait sous la plume d'écrivains tchèque, hongrois, polonais tels que Milan Kundera, György Konrad, Czeslaw Milos un vrai sens politique: il présentait l'alternative intellectuelle et politique à cette "Europe de l'Est" dominé par les Soviétiques.

Il n'y a donc pas de réponse unique à la question de savoir où passent les frontières de l'Europe centrale, elle est une entité dont la géographie varie en fonction de l'histoire. (Comme l'idée d'Europe elle-même change aussi, avant 1989 c'était l'Europe communautaire)

Le débat n'est pas clos, mais il a contribué qu'on connaisse mieux l'Europe – surtout sa partie orientale. Le débat a affirmé qu'en Europe de l'Est ce sont les territoires polonais, tchèque et hongrois qui sont les plus développés et par ses civilisations les plus proches de l'Europe occidentale.

Notre objectif n'est pas de prendre position dans le débat. Nous acceptons la définition la plus claire, la plus apte à développer notre thème : l'Europe centrale correspond aux pays de la zone ex-soviétique. Certes, elle est moins nuancés qu'une définition scientifique, mais elle n'est pas non plus dépourvue de la base scientifique et on peut bien employer – et les historiens et politologues l'emploient aussi .

Les pays suivants font partie de l'Europe centrale: (ex) Tchécoslovaquie (République tchèque, Slovaquie), Pologne, Hongrie, (ex) Yougoslavie (Serbie, Croatie, Slovaquie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine), Albanie, Roumanie, Bulgarie.

On distingue souvent deux sous-régions:

- a.) la sous-région occidentale: ex-Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, et Slovaquie
- b.) la sous-région orientale: les Etats de l'ex-Yougoslavie (sauf la Slovaquie et Croatie), Albanie et Roumanie.

Pour tous les Etats de l'Europe centrale le *fondamental problème historique* c'est la formation-constitution de l'Etat-nation qui se manifeste à travers de la *question ethnico-territoriale*. Les nations de l'Europe centrale ont connu

le destin des 'nations retardaires" par rapport au modèle occidentale de la formation des Etats-nations dans le temps long du Moyen-Age à la Révolution française. En raison de ce retard historique dont l'origine remonte – comme nous venons de constater – au XVIe siècle dans cette région de l'Europe le passé pèse plus lourdement sur le présent dont il faut tenir compte . Et on ne doit pas s'étonner quand les „vieux démons” du passé s'urgissent surtout dans la sous-région orientale. Les traces du passé sont profondes et leur disparition prendra du temps. Si l'on néglige cet aspect particulier de l'histoire de cette (sous) région on risque de se méprendre sur les possibilités de son évolution.

II.2 La Méditerranée

De même qu'à propos de l'Europe centrale la définition de la Méditerranée est discutée: où se trouvent ses frontières? Est-ce que la Mer noire en fait partie? Cette question était surtout discutée pendant la guerre froide: l'Union soviétique est-elle une puissance méditerranéenne?

On peut retenir plusieurs concepts de la définitions de la Méditerranée dont nous ne mentionnons qu'un seul. Il n'est pas scientifique, il provient des activités de l'Union européenne ce qui lui prête de l'importance. Cette définition concerne les pays composant le partenariat euroméditerranéen établi à la conférence de Barcelone tenue les 27-28 novembre 1995. Il regroupe les quinze pays membres de l'Union européenne et douze pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée: Chypre, Malte, Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie, Etat d'Israël, Autorité palestinienne, Liban, Syrie, Turquie. (Plus Libye quoi qu'elle n'en fasse partie officiellement)

Après la disparition de la confrontation Est-Ouest une récomposition géopolitique avait lieu qui a abouti sur une nouvelle approche de la définition de la Méditerranée. *Ce nouveau espace élargi méditerranéen* va de Gibraltar à la Mer noire en passant par les Balkans parce que les événements d'un pays de cet espace élargi concernent directement dans une mesure plus ou moins grande les autres pays aussi. Certes, les mêmes problèmes n'exigent pas les mêmes solutions tenant compte de son origine concrète déterminée par l'histoire, culture politique, environnement social et sa position internationale antérieure à l'effondrement du système mondial bipolaire. Ainsi nous acceptons la définition de la *Méditerranée élargie* où on distingue les sous-régions Balkans, Méditerranée orientale et occidentale. Cette définition facilite l'examen et l'analyse des questions de sécurité. (D'ailleurs la proposition italo-espagnole en septembre 1990 à Palma de Majorque pour constituer la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée s'est référée à la notion Méditerranée au sens large incluant les Balkans, les pays de la Mer noire et même les pays d'Europe centrale et orientale faisant partie de Pentagone).

La Méditerranée revête une importance stratégique particulière après la deuxième guerre mondiale lorsque les Etats-Unis s'engagent dans le bassin devenant un lieu privilégié de la guerre froide. Cette importance stratégique est d'ailleurs bien perçue par certains leaders politiques de l'époque dont Habib Bourguiba, chef du mouvement national tunisien. Il écrivait en 1946 à Ferhat Abbas, leader du mouvement national algérien: "*Dans la lutte à peine voilée du monde anglo-saxon contre l'Est communiste, chacun cherche à mettre dans son jeu les meilleurs atouts. Or, l'un des meilleurs aux yeux du monde anglo-saxon c'est l'Afrique du Nord, clé de la Méditerranée centrale et base d'opération idéale contre une Europe vulnérable et toujours sujette à une bolchévisation éventuelle.*

Ce n'est donc pas pour nos beaux yeux que les Anglo-Saxons s'intéressent de plus en plus à notre sort."²

L'espace méditerranéen – comme les Balkans et la sous-région orientale de l'Europe centrale – est extrêmement varié et hétérogène, on y découvre des peuples extrêmement différents de langues, de dialectes, de traditions, de modes de vie, de religions.

Géographiquement elle est à cheval sur trois continents mais elle forme une unité. Historiquement, elle est la source de la civilisation européenne. Dans le cadre des relations humaines, elle constitue une route internationale en même temps qu'un type de civilisation. Donc concernant les limites de l'entité méditerranéenne il vaut mieux s'accorder sur le fait que prévaut un lien ancien entre cette mer elle-même et ses régions bordières pénétrant plus ou moins profondément dans leur continent respectif. La signification géopolitique de la Méditerranée est à la fois maritime et continentale.

Est décrite parfaitement cette particularité de diversité de la Méditerranée par l'historien éminent à qui nous devons beaucoup, Fernand Braudel. „ *La Méditerranée, au-delà de ses divisions politiques actuelles, C'est trois communautés culturelle, trois énormes et vivaces civilisations, trois façons cardinales de penser, de croire, de manger, de boire, de vivre...*

Trois civilisations: l'Occident tout d'abord, peut-être vaut mieux dire la Chrétienté, vieux mot trop gonflé de sens, peut-être vaut mieux dire la

² **Habib Bourguiba:** La Tunisie et la France. Paris 1955. p.195.

Romanité: Rome a été et reste le centre de ce viel univers latin, puis catholique, qui s'étend jusqu'au monde protestant, jusqu'à l'Océan et à la mer du Nord, au Rhin et au Danube, au long desquel la Contre-Réforme a planté ses église baroques comme autant de sentinelles vigilantes, et jusqu'aux mondes d'outre-Atlantique...

La seconde univers, c'est l'Islam, autre immensité qui commence au Maroc et va au-delà de l'océan Indien jusqu'à l'Insulinde... On pourrait dire un Contre-Occident, avec les ambiguïtés que comporte toute opposition profonde qui seul à la fois rivalité, hostilité et emprunt...Mais quels ennemis, quels rivaux! Ce que fait l'un, l'autre le fait. L'Occident a inventé et vécu les croisades, l'Islam a inventé et vécu le djihad, la guerre sainte...

[Le troisième civilisation] c'est l'univers grec, l'univers orthodoxe. Au moins toute l'actuelle péninsule des Balkans, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie presque entière, la Grèce elle-même, pleine de souvenirs, où l'Hellade antique s'évoque et semble revivre, en outre, sans conteste, l'énorme Russie orthodoxe.³

Ce sont justement les Balkans, zone de contact, région frontière entre plusieurs mondes par lesquels *l'espace méditerranéen se lie étroitement à l'Europe centrale*. Cette zone de contact, la Méditerranée balkanique, s'étend de l'ex-Yougoslavie à la Grèce en passant par l'Albanie. Ainsi il est plus approprié d'examiner et d'analyser les questions de sécurité de l'Europe centrale en relation avec celles de la Méditerranée.

³ **Braudel, Fernand:** La Méditerranée. L'espace et l'histoire. Flammarion, Paris 1985. pp. 158-159.

III. APPARITION BRUTALE DE LA QUESTION NATIONALE EN EUROPE CENTRALE

La constitution des Etats-nations en Europe centrale comme projet politique fut mis à l'ordre du jour par les révolutions de 1848/49, lors „du printemps des peuples”. Dans la deuxième moitié du XIXe siècle ce processus s'est accéléré au sein des Empires multiethniques: l'Empire ottoman et la Monarchie Austro-Hongroise. Ces deux Empires se sont heurtés – ou ont collaboré – dans les Balkans. Le troisième, celui du Tsar russe intervient régulièrement comme les puissances extérieures de la région: Angleterre, France, Allemagne eux aussi voulant se partager l'influence sur l'Empire ottoman. L'histoire des mouvements nationaux montre bien les ballottements subis par les peuples balkaniques du fait des rivalités intenses des puissances européennes, entre elles et avec la Russie, pour contrôler l'évolution des Balkans que l'Empire ottoman, trop affaibli, ne peut plus conserver. En raison de ces conditions la marge de manoeuvre des élites politiques était étroite, leur capacité d'autonomie faible face non seulement à la pression militaire des puissances mais aussi au poids de leur influence culturelle, religieuse et économique. Ainsi la constitution des Etats-nations des Balkans était déterminée par *les rapports de force internationaux et les intérêts des puissances*

III. 1. Le résumé des événements historiques

En 1878 les Bosniaques s'étaient soulevés, surtout la minorité serbe, en même temps le soulèvement des Bulgares éclate. Le Tsar intervient aux côtés des frères de race et de religion. Ils ont battu les Turcs avec qui ils signèrent un traité à San Stefano en vertu duquel une grande Bulgarie apparut ayant un accès à la mer et dominant des Balkans. La Russie, par ce pays interposé, devenait une puissance méditerranéenne. Devant cette situation les Anglais interviennent ayant pour eux la Monarchie Austro-Hongroise qui n'accepterait pas davantage cette pénétration russe. C'est au congrès de

Berlin que l'affaire fut réglée: la Russie dut se contenter d'une „petite” Bulgarie. La Monarchie Austro-Hongroise obtint l'occupation de Bosnie ce qu'elle annexera en 1908. Cette annexion créa un irrédentisme serbe qui conduira à l'attentat de Sarajevo.

Les Balkans constituent donc un foyer de tension et cela va déboucher sur les deux guerres balkaniques qui vont contribuer largement au déclenchement de la première guerre mondiale. Quand la guerre s'achève l'horizon de l'Europe centrale est totalement différent de celui de l'avant-guerre: les Empires disparurent et de nouveaux États souverains naquirent. Ils se croyaient des États-nations, mais ils étaient en réalité multinationaux (excepté la Hongrie privée des deux tiers de son territoire) comme la Yougoslavie déclarée en 1920 Royaume des Serbes, des Croites et des Slovènes. Entre la révolte des Bosniaques et des Bulgares en 1878 et les traités de paix de 1920 les frontières des jeunes États se modifièrent au bout de chaque guerre et de chaque congrès international des puissances!

Dans l'époque de l'entre les deux guerres mondiales les frontières restaient fixés jusqu'à ce que l'Allemagne nazi montée en puissance ne les mît en cause. Avec son avancée vers l'Est et les Balkans les frontières se modifièrent en rendant ses alliés les États.

Après la deuxième guerre mondiale les frontières étaient rétablies en leur état d'avant guerre sans résoudre les problèmes fondamentaux. Il y avait une seule exception: la deuxième Yougoslavie issue de la résistance antifasciste. Nous partageons l'opinion de Catherine Samary: „ *La deuxième Yougoslavie n'était, ni par ses frontières ni par ses institutions, la meilleure réponse à la question nationale. Mais elle a survécu plusieurs décennies au génocide perpétré par les Oustachis et à des massacres interethniques encore plus terrible que ceux des années 90, pour trois raisons: elle n'était pas artificielle, elle n'était pas une «prison des peuples», Serbes et Croites ne se vouaient pas une haine irréductible.*”⁴ Dans ce même article elle indique l'absence de démocratie (pratiques staliniennes, concentration du pouvoir politique) et des causes socio-politiques et historiques qui ont contribué à l'éclatement de ce projet progressiste.

⁴ *Catherine Samary*: Une réelle volonté de vivre ensemble. *Manière de voir* 45. *Le Monde diplomatique*, juin 1999. p. 34.

Durant la guerre froide le problème des frontières ne se posait pas en Europe centrale parce que l'Union soviétique n'ayant pas de rivaux dominant seule cette aire régionale ne laissait pas le poser. Ni son idéologie, ni son intérêt géostratégique ne le permettaient.

III. 2. Poids du passé

Quels enseignements, quels constats pouvons-nous tirer du passé du problème des frontières pour le présent?

Le soutien d'une puissance (ou des puissances ou d'une alliance) était toujours important, souvent décisif pour les mouvements nationaux (ou les États-nations constitués) dans leur combat national ou dans leur survie d'État-nation. Ils se font, s'agrandissent, ou diminuent, voir disparaissent, parfois en quelques décennies, ou changent de régime politique, au gré du sort des affrontements entre puissances. La première et la seconde guerres mondiale ne feront que confirmer ces mécanismes que la guerre froide va provisoirement geler. La seule exception était la Yougoslavie de Tito qui faisait de grands efforts – et non sans succès – pour garder son indépendance vis-à-vis de Moscou. (D'ailleurs dans la région c'étaient les Serbes qui - à la différence d'autres peuples – ont toujours conquis eux-mêmes leur libération sans l'aide de troupes étrangères)

Les mouvements nationaux de l'Europe centrale voulaient former leur État-nation sur *les bases ethnique*. C'est l'autodétermination des ethnies. Elle repose sur le droit du sang qui a des racines très archaïques. En Europe centrale il est impossible de construire un État sur la base d'une seule ethnie parce qu'il n'y a pas de territoire administratif revendiqué par les mouvements nationaux qui serait homogène. Après la guerre 14-18 les Puissances vainqueurs ont essayé implanter des États-nations ethniquement homogène en Europe centrale sur les décombres des Empires suivant le principe des 14 points du président Wilson. Mais au bout des négociations des traités de 1920 elles sont arrivées au sens contraire: „*Nous avons réussi* – a écrit le diplomate britannique, Harold Nicholson participant aux négociations – *à balcaniser l'Europe, alors que nous voulions européeniser*

les Balkans.”⁵ Quelques exemples pour illustrer la situation contemporaine:
Pologne – 4 millions Ukrainens, 3 millions Juifs, 1 million Allemands, 1 million Biélorusses etc.

Roumanie – 1,5 millions Hongrois, 800 milles Allemands, 700 milles Ruthènes, 500 milles Russes etc.

Tchécoslovaquie – 3 millions Allemands, 800 milles Hongrois, 500 mille Ukrainens etc.

Yougoslavie (Serbie) – 500-500 milles Allemands et Hongrois, autant d’Albanais qu’en Albanie elle-même etc.

Voici d’abord le territoire et la population des Etats avant et après la guerre 1914-1918:

	avant 1914 mille km ²	après 1918 mille km ²	avant 1914 (mille habitants)	après 1918 (mille habitants)
Pologne	-	388	-	27 184
Roumanie	138	304	7 516	17 594
Serbie/Yougoslavie	87	149	4 548	12 017
Tchécoslovaquie	-	140	-	13 613
Grèce	122	130	4 820	6 205
Bulgarie	112	103	4 853	4 910
Hongrie	325*	93	20 887*	7 980
Autriche	351**	86	30 503**	6 536
Lettonie	-	66	-	1 950
Litvanie	-	53	-	2 030
Estonie	-	48	-	1 126
Albanie	29	29	1 000	1 003

*Avec la Croatie

**Territoire et population transleithans

⁵ Citée par *André Fontaine*: Après eux, le Déluge. De Kaboul à Sarajevo 1979-1995. Fayard, Paris 1995. p. 628.

Les minorités vivant à l'extérieur de la mère-patrie après la guerre 1914-18:

Peuple	Population totale	Vivant extérieur nombre (million)	Vivant extérieur (pourcentage)
Albanais	1,6	0,7	44
Hongrois	10	3	30
Slovène	1,6	0,4	25
Bulgare	6,25	1	16
Estonien	1,2	0,15	12,5
Lettonien	1,3	0,15	11,5
Slovaque	2,7	0,2	7,5
Polonais	20	6,2	31
Litvanien	1,8	0,1	5,5
Croite	3,1	0,1	2,5
Tchèque	7,4	0,13	1,8
Roumaine	13	0,2	1,5
Serbe	6,1	0,05	0,8

Cette récomposition des frontières et des nationalités des nouveaux Etats-nations anticipèrent la révision de tout le système de paix de Versailles ce qui était faite entre 1938-1941 grâce à la volonté de plus en plus agressive de l'Allemagne nazie et à la bonne intention des pays démocratiques (France, Angleterre) qui croyaient pouvoir endiguer les revendications d'Hitler (Munich)⁶ et avec la complicité de Staline.

En 1947 ce sont toujours les grandes puissances, vainqueurs de l'Allemagne qui fixent les frontières et de nouveau sans consulter la population concernée! Elles ont proposé comme solution aux problèmes de minorité nationale la création des Etats-nations homogène par l'échange de la population. Il a concerné en premier lieu les Allemands et les Hongrois. Mais en vérité il a été plutôt une pseudosolution que réelle car une population était chassée de sa terre natale. (Les Allemands et les Hongrois

⁶ Munich a fortement marqué la conscience des pays démocratiques, devenu un des motifs de leur action contre les agresseurs et tous ceux qui foulent aux pieds les droits de l'homme (p.ex.: guerre contre Irak en 1991, bombardement de la Serbie en 1999)

vivaient depuis des siècles en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie) Et après l'effondrement du bloc des pays communistes la question des frontières (et des minorités nationales) sont de nouveau à l'ordre du jour!

Les six nouveaux Etats constitués sur les décombres de la Yougoslavie ne sont point homogènes au point ethnique: plus de 10% de la population s'appartiennent aux minorités nationales. Tenant compte de ces faits le processus de désintégration est le succès de l'idée de l'Etat-nation, mais en même temps *sa faillite aussi*.

Voici la proportion des minorités nationales dans les nouveaux Etats de la Yougoslavie éclatée:

Slovénie	12 %
Croatie	22%
Serbie	34%
Macédoine	35%
Monténégro	38%
Bosni-Herzégovine	56%

Depuis le début de la constitution des États-nations c'est une lutte permanente, sans arrêt pour les frontières stables qui caractérise les mouvements nationaux et marque fortement la conscience nationale dont le principal composant continue à rester l'ethnicité. La nation est définie d'abord en un sens ethnique. Dans ces nouveaux Etats les Eglises orthodoxes, qui avaient représenté la continuité de la nation sous la domination ottomane, jouèrent un rôle clé. Forger une nation, cela impliquait d'abord d'expulser tout ce qui rappelait l'opresseur. (Ce même rôle était joué en Pologne par l'Eglise catholique!) L'ethnicité est même renforcée par cette lutte permanente sans succès laissant une place importante aux archaïsmes, aux mythes dans la conscience nationale. Tandis qu'en Europe développée, à l'Ouest, c'est *la conscience civique* qui est le composant fondamental de l'identité nationale, en Europe centrale – mais surtout en premier lieu dans les Balkans – c'est l'identité ethnique (ou de religion) qui reste toujours un composant important, dans certains moments

de l'histoire (et c'est ce que nous vivons dans les années dernières!) Au meilleurs cas il y a mélange de la conscience civique et de la conscience archaïque (ethnique, de religion, de clan) qui domine l'identité nationale.

Tenant compte de l'histoire de l'ex-Yougoslavie et la réalité socio-historique actuelle la question posée montre bien combien est compliquée la situation: quel type de démocratie peut-naître si l'on accepte l'ethnicité comme principe organisateur central de l'Etat et de la société?

III. 3. Yougoslavie

Ce processus historique de la construction des Etats-nations donne lieu à *une vitalité extraordinaire de la question nationale et surcharge tous les problèmes politiques, sociales et culturels*. Elle relègue au second plan le problème social et celui de la démocratie aussi offrant ainsi d'énormes possibilités pour l'élite politique de manipuler la population (mais souvent l'opinion internationale aussi). Elle peut créer – et elle a créé sous nos yeux - des conditions favorables à l'ascension des chefs populistes, aux dictateurs comme Slobodan Milosevic. Cette surdétermination de la question nationale permet aux leaders communistes (marxistes) de se convertir au national-communisme, ou plus précisément au nationalisme pur et dur. (Causescu, le dictateur roumain parcourait le même chemin). Quand Milosevic a organisé son coup d'état sans effusion de sang en 1987 en contraignant à la démission le gouvernement qu'il accusait de mollesse au Kosovo il l'a fait contre l'héritage de Tito qui avait essayé de garder une certaine équilibre entre les nations du pays. Son programme était la création de la Grande Serbie. Et il est allé le présenter au Kosovo, au Champs aux Merles commémorant le 600e anniversaire de cette bataille qui allait réunir plus d'un million de Serbes: *„Six siècle plus tard nous voici à nouveau obligés de combattre ou de nous y préparer. Sauf qu'il ne s'agit pas cette fois de lutte armée, encore qu'on ne puisse l'exclure...Nous gagnerons la bataille de Kosovo quels que soient les obstacles que nous rencontrons à l'extérieur comme à l'intérieur.”*⁷ Il abusait des comparaisons historiques jouant sur

⁷ Citées par *André Fontaine*: op. cit. 606.

l'imaginaire national où Kosovo s'est enraciné comme „berceau de la civilisation serbe”, et la bataille comme le symbole de la tragédie nationale. En réalité ses propos valaient une véritable déclaration de guerre! Il a réussi à embraser le pays et le mettre en ruine: les guerres en Croatie, en Bosnie, au Kosovo, épuration ethnique, destruction des villes et des villages...et suppression de la démocratie.

Le bilan serbe est particulièrement accablant: 4 guerres engagées et perdues, 800.000 Serbes chassés de leurs terres ancestrales, isolement international, économie détruite, le niveau de vie le plus bas d'Europe et une Serbie plus petite qu'avant 1914! Le rêve de la grande Serbie le conduit au désastre.

Mais il faut dire que Milosevic avait „un partenaire approprié” en la personne de Franjo Tudman, président de la Croatie (décédé en 1999), lui aussi reconverti au nationalisme. Il a mieux réussi à réaliser son rêve de Grande Croatie après avoir chassé en 1995 les Serbes de Krajina. En Bosnie ses objectifs comme ceux de Milosevic ne pouvaient pas être réalisés en raison de la position ferme de l'Alliance atlantique et de l'Union européenne. Après des années d'hésitations et de recherche de meilleur compromis elles ont forcé les Parties en cause – Bosniaques, Serbes et Croites – à signer l'Accord de Dayton en 1995.

A propos de la Bosnie il convient encore de mentionner qu'elle était – et dans une moindre mesure elle l'est toujours – perçue dans le monde musulman comme une avancée de l'Islam au coeur de l'Europe. En 1993 Mme Buttho a proposé la création d'un bloc des Etats islamiques non-arabes en y incluant aussi bien la Bosnie que les Etats d'Asie Centrale. Certes, une sympathie s'est manifestée dans les pays musulmans pour la cause des Bosniaques, mais elle n'a provoqué presque aucune mobilisation. (Surtout si on le compare avec celle soulevée lors de la guerre du Golf envers Irak) Donc nous pensons qu'il est tout à fait exagéré de parler du „risque islam” à propos de la Bosnie. De même, quand les Etats de l'OTAN ont pris la défense du Kosovo contre la Serbie l'état d'esprit général dans les pays arabes était plutôt celui d'une méfiance expectative.

La genèse et l'évolution de la crise du Kosovo sont relativement récentes et bien connues, donc nous ne trouvons pas nécessaire de revenir sur les phases qui se sont succédées.

Le bombardement de la Serbie par l'OTAN a été un avertissement ferme non seulement à Milosevic et aux extrémistes serbes, mais *à tous les extrémistes de la région balkanique: qu'ils arrêtent de fouler aux pieds des droits des minorités, qu'ils abandonnent la violence comme méthode pour régler les conflits.*

En même temps par cette action violente de l'OTAN (comme ultima ratio) il est devenu clair que le règlement séparé des conflits, cas par cas, n'est pas une solution appropriée aux problèmes de la région balkanique en raison justement de l'extrême mélange des ethnies, mais il est absolument nécessaire d'oeuvrer *à une solution globale tenant compte de toute la région.*

III. 4. Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est

Ce qu'est intéressant c'est la proposition à trouver la solution à la crise du Kosovo. Elle marque un *tournant* de la politique internationale à l'égard des Balkans. Le 1er juin 1999, le Conseil de Sécurité par sa résolution 1244 mit fin à la guerre du Kosovo et aux bombardements de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie. Le même jour à Cologne les ministres des Affaires étrangères de trente-huit pays et quinze organisations internationales, à l'appel de l'Union européenne, approuvaient *le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est*. Le Pacte comme proposition de solution est une approche globale de la crise. Jusqu'à l'UE et l'OTAN réagissaient "cas par cas" aux différentes crises surgissant de la désintégration de l'ancienne Fédération yougoslave. Le texte final du Pacte - lancé officiellement le 30 juillet 1999 à Sarajevo - envisage l'intégration de tous les pays de l'Europe du Sud-Est dans l'Union européenne, mais lie explicitement celle-ci à un strict respect des critères de Copenhague de 1993 et du Traité d'Amsterdam. Il exclut donc une "voie rapide" vers l'adhésion. Il créait un lien direct entre la perspective d'intégration et l'engagement des pays en faveur d'une coopération régionale.

Le Pacte de stabilité est à présent placé sous les auspices de l'OSCE.

Les mécanismes au service du Pacte de stabilité renvoient à ceux de la Charte d'Helsinki. Les trois "tables thématiques", en référence aux "corbeilles" d'Helsinki, portent sur

- la démocratisation et les droits de l'homme,
- la reconstruction économique, le développement et la coopération,
- la sécurité régionale

Concernant la réalisation des objectifs de la première "corbeille" il convient de mentionner la large contribution du "processus de Szeged". Les travaux de cette table thématique organisés dans la ville de Szeged (au sud du pays tout près de la frontière de la République fédérale de Yougoslavie) réunissaient les représentants démocratiques de la région pour débattre la possibilité de la démocratisation de la société dans les pays du Sud-Est de l'Europe.

Union européenne considère le Pacte comme un outil approprié pour renforcer la PESC naissante, mais l'OTAN manifesta aussi l'intention de jouer un rôle substantiel dans le Pacte. Elle lança l'Initiative pour l'Europe du Sud-Est, tout en organisant la rencontre "19+7"⁸ (durant la commémoration du cinquantenaire de l'Alliance à Washington) en vue de promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région et dans le but de souligner l'intérêt qu'elle portait à un *dialogue* soutenu avec celle-ci. L'OTAN a également demandé à jouer un rôle actif dans la troisième table thématique: puisqu'elle était présente en Bosnie et au Kosovo.

Dernièrement elle a participé à la quatrième réunion de la Table de travail sur les questions de sécurité tenue à Zagreb les 12 et 13 juin 2001. A la réunion étaient étudiées de questions telles que la sécurité aux frontières, le trafic d'armes légères, le déminage, la préparation aux catastrophes et leur prévention.

La victoire des forces démocratiques aux élections de décembre 2000 en Serbie - après la "révolution silencieuse" en octobre précédent suivi du départ de Milosevic - promet un mince espoir de l'enracinement et du développement de la démocratie dans le pays et dans toute la région du Sud-Est de l'Europe. L'extradition de Milosevic au Tribunal international de la Haye pose toujours de graves problèmes. Les forces politiques au pouvoir en sont divisées, une partie importante de l'opinion est contre. Non pas forcément parce qu'elle soutient la politique de Milosevic, mais elle

⁸ Le réunion comprenait, outre les pays de l'Alliance, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Macédoine, la Roumanie et la Slovénie.

considère l'extradition comme l'humiliation du pays. (Il faut de la prudence!)

Reste en plus la Macédoine qui peut devenir un nouveau foyer de crise. La communauté internationale doit se montrer aussi ferme aux guérillas extrémistes albanais qu'à la Yougoslavie de Milosévic tout en sollicitant le gouvernement de Macédoine à une réorganisation des institutions qui tiendrait mieux compte de la composition ethnique du pays.

L'OTAN se montre prête à aider le gouvernement de Macédoine à trouver une solution pacifique, mais le Conseil de l'Atlantique Nord réuni le 20 juin 2001 formula certaine condition: " les Alliés ont réaffirmé qu'il est nécessaire et urgent que le dialogue politique entre les différentes parties de l'ex-République yougoslave de Macédoine aboutisse et que cessent les hostilités, indispensable condition préalable à toute aide de l'OTAN.

Sur cette base, et afin d'être prêts à agir promptement une fois cette condition remplie, les Alliés ont approuvé un concept d'opérations fourni par les Autorités militaires de l'OTAN, et ils ont demandé à celles-ci d'élaborer et de soumettre en urgence au Conseil, pour examen, un plan opérationnel".

L'OTAN continue à s'engager - en collaboration avec des forces de la démocratie de la région (Etats ou partis) - dans le processus de stabilisation d'une Europe du Sud-Est pacifique, stable et démocratique. Elle est déterminée – souligne du communiqué de la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Budapest le 29 mai 2001 – à s'opposer à tous les actes de violence, que leurs motivations soient ethniques, politiques ou criminelles pour assurer la stabilité dans la région.

IV. FOYERS DE TENSION ET FACTEURS DE RISQUE DANS LE BASSIN MÉDITERRANÉEN

IV. 1. Vue générale

Jusqu' à la seconde guerre mondiale, la Méditerranée était sous le contrôle exclusif des puissances, britannique et française. Après 1945 et surtout la crise de Suez (1956) l'espace méditerranéen devint le théâtre des tensions dues à l'opposition des deux grands acteurs externes, les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique. C'est ainsi que la Méditerranée se transforma en une des zones les plus sensibles et les plus dangereuses.

La confrontation entre les deux blocs était figée sur le sol du continent européen. Les deux systèmes militaires – l'OTAN et le Pacte de Varsovie – tentaient s'équilibrer dans le domaine conventionnel d'abord mais surtout au plan nucléaire. Mais, si elle était figée sur le continent lui-même la confrontation prenait des formes beaucoup plus complexes en Méditerranée, et en premier lieu sur les rives Sud et Est de celle-ci. L'affrontement des superpuissances se faisait par le truchement de leurs protégés. Le principal de ces conflits fut celui qui opposa (et oppose toujours) Israël aux pays arabes à partir de 1948.

Malgré la fin de la guerre froide et l'éclatement de l'Union soviétique les foyers de crise et souvent de crises très graves sont toujours nombreux sur les deux rives de la Méditerranée. Si nous parcourons celle-ci en partant du détroit de Gibraltar, nous rencontrons de nombreux dossiers constituant des foyers de crise, ou de risque. Ces derniers quoi qu'ils apparaissent moins dangereux peuvent provoquer d'un moment à l'autre des situations explosives aboutissant sur des conflits armés.

Nous rencontrons d'abord le dossier du Sahara occidental qui n'est pas clos, celui des enclaves espagnoles de la côte Nord du Maroc (Ceuta et Melilla) d'une rive de la mer, celui du Gibraltar de l'autre rive. L'Algérie affronte le terrorisme islamique. Mais le fondamentalisme islamique a injecté sa dose de déstabilisation en Egypte, au Liban et plus récemment en Turquie. La crise entre Israël et ses voisins arabes se trouve dans une phase

critique avec l'interruption de fait du processus de paix (qui est „cliniquement mort” disait Ehud Barak, ancien premier ministre israélien). Elle représente celle de tout l'Orient arabe, zone surarmée où les conflits et les crises internationales se succèdent sans interruption. Depuis le début du XIXe siècle, cela semble être une caractéristique de son histoire. Les éléments de cette internationalisation sont connus: position stratégique sur la route des Indes, présence des Lieux saints des trois religion monothéistes et existence des plus importants réseaux mondiales d'hydrocarbures. Ces trois éléments attirent les grandes puissances du moment.

La Turquie est confrontée à une forte opposition kurde. Et la tension gréco-turque demeure préoccupante à cause de Chypre d'abord, mais aussi en raison de la délimitation du plateau continental de la Mer Égée.

En fait tous les facteurs de risque, d'instabilité et de tension qui caractérisent l'Europe centrale se retrouvent dans l'Est et du Sud du bassin méditerranéen aussi: la complexité de la formation de l'Etat-nation, question des frontières (ex.: Proche-Orient, émergence de l'entité palestinienne), conflits avec les minorités (ex.: question kurde, Liban).

Il y a des facteurs de crise ayant des origines socio-économique (contraste des niveaux de vie entre la rive Nord et la rive Sud), géoéconomique (sources des matières premières), démographique (croissance au Sud, migrations).

Loin d'avoir l'intention de faire une énumération complète, on peut faire allusion aux sources suivantes:

- 1.) Conflit israélo-arabe
- 2.) Conflit gréco-turc
- 3.) Rivalités interarabe
- 4.) Conflits territoriaux et de frontières
- 5.) Crises d'identité
- 6.) Problèmes des minorités ethniques et religieuses
- 7.) Intégrisme islamique
- 8.) Terrorisme et trafic de drogue
- 9.) Contraste démographique et migrations
- 10.) Contraste économique
- 11.) Crises politiques et épuisement des modèles politiques

12.) Nationalismes à connotation ethnique

13.) Intolérance et xénophobie

14.) Menaces environnementales

Nous n'avons pas l'intention d'analyser en détail tous les problèmes *concrets* de tension (cas par cas), mais présenter *l'essentiel* des crises et des risques existants ou potentiels.

IV. 2. La Méditerranée orientale

La position géographique de la Méditerranée orientale est tout particulièrement névralgique. Les pays du Proche-Orient s'ils avaient la volonté, la force et les moyens, pouvaient bloquer Suez, la Mer Rouge, le golf Persique, le détroit de Bosphore. Peut-on imaginer plus forts enjeux stratégiques?

Proche-Orient est le foyer de crise le plus grave de la Méditerranée qui dépasse largement les confins de celle-ci. Il est de dimension internationale. Il s'agit de la rivalité entre deux nations dont la formation a été très tardive. Même nous risquons de dire qu'elle ne s'est pas véritablement achevée. Au point de vue territorial certainement pas! Les deux nations – israélienne et palestinienne – se disputent, avec des arguments aussi contradictoire que légitimes, des territoires de bien petites dimensions mais qui portent, pour les juifs comme pour les musulmans, une *charge symbolique considérable*. (Pour exemple la place de Jerusalem dans le processus de paix: le 28 septembre 2000 visite de M. Sharon sur l'esplanade des Mosquées provoqua de violents affrontements. Ou en août 1929 des incidents autour du mur des Lamentations dégénèrent en affrontements)

Le sionisme, variante du nationalisme apparu en Europe centrale et orientale à la fin du XIXe siècle n'en diffère guère: culturel et religieux, immergé dans le culte du passé héroïque (comme dans les Balkan). Donc il est archaïque, conservateur, non libéral où cette mystique du passé, de la religion, élément fondamental de la conscience collective empêche l'émergence de l'individu autonome. Mais justement c'est la guerre permanente, le conflit avec les pays arabes qui mettent en cause la base de ce nationalisme et permet l'émergence lente – et surtout dramatique – de

l'individu autonome. Un des signes de ce changement sont les accords d'Oslo par lesquels l'Etat d'Israël essaya de tourner vers l'avenir et non pas de rester accroché au passé. Derrière ce progrès politique se trouve une mutation lente dans la société israélienne où „ apparaît une tendance véritablement individualiste, laïque, fondant l'identité sur l'aspiration à la liberté et à l'autodétermination, sur la volonté librement exprimée des personnes et non sur l'histoire et les pierres éternelles” – écrivait l'historien-politologue israélien Zeev Sternhell.⁹ Rendant compte de cette mutation au sein de la société israélienne on n'est peut-être pas optimiste irrationnel mais optimiste réaliste en constatant que le temps travaille pour la paix!

L'expérience de la persécution vécue depuis la fondation de l'Etat d'Israël forma chez les Palestiniens une conscience collective très forte qui bloque l'épanouissement de l'individu autonome, base de la démocratie libérale. D'ailleurs le conflit israélo-arabe bloque dans toute la région l'avènement des régimes démocratiques et fait le lit des dictatures.

La tension permanente au Proche-Orient alimente la course aux armements, le trafic d'armes illégal menaçant la sécurité de la vie quotidienne. Et surtout elle favorise le développement de l'extrémisme dans sa forme violente. A Jérusalem, les intégristes religieux, qu'ils soient juifs ou musulmans, semblent l'emporter sur ceux qui posent davantage les problèmes en termes politiques.

L'autre foyer de crise aussi dangereuse de la Méditerranée orientale est *le conflit gréco-turc sur Chypre et les îles de la Mer Égée*. C'est un conflit très complexe, il repose des problèmes des frontières, des minorités ethniques et religieuses, formation des Etats-nations grec et turc. Ici, la sécurité régionale et globale de l'Europe est nettement mise en question.

Chypre à majorité grecque orthodoxe (80% de la population) se présente à la fois comme enjeu de politique internationale et de politique interne pour la Grèce et la Turquie. Depuis l'intervention turque en 1974 conduisant à la séparation des communautés chypriote grecque et chypriote turque l'île n'est pas seulement divisée mais étant un casus belli latent risque d'être surarmée. Histoire de la commande de la république de Chypre des missiles sol-air S-

⁹ Révolution laïque pour le sionisme. *Le Monde diplomatique*, mai 1998.

300 à la Russie remonta la tension et présente un risque réel de déstabilisation du flanc sud de l'Alliance atlantique. Les autorités d'Ankara sont allées à l'annonce de la commande des missiles jusqu'à menacer la république de Chypre des représailles.

Jusqu'à ce temps ni les organisations internationales (ONU, EU) ni les Etats-Unis (mission Holbrook) n'ont réussi à trouver non pas une solution définitive mais un compromis acceptable pour les parties en cause qui permettrait de débloquer la crise. Le seul résultat – et ce n'est point négligeable – ce qu'on a réussi à empêcher l'éclatement de la confrontation armée et à maintenir la possibilité du dialogue.

Le conflit isrelo-arabe influe très sérieusement sur le développement social de toute la région en empêchant à trouver la solution de l'approvisionnement en eau. En effet l'eau est un problème grave pour toute la Méditerranée Sud et de l'Est et constitue un enjeu stratégique vital pour les pays du Proche-Orient. La rareté de la ressource en eau, face à des besoins en croissance rapide liés à l'explosion démographique, à l'urbanisation accélérée et au développement de nouvelles activités comme le tourisme, peut être considérée comme une des causes des tensions inter-étatiques qui affectent le Proche-Orient dans son ensemble. La conclusion d'un accord de paix définitif entre la Syrie et Israël, à propos de la restitution du plateau du Golan, dépend aussi largement du partage acceptable par les deux pays de l'eau. Surtout les Israéliens s'en inquiètent: s'ils abandonnaient le Golan, ils continueraient à disposer de ses ressources en eau. Il s'agit bien pour eux d'une question d'intérêt vital. Il en va de même pour le partage et l'utilisation des eaux du Jourdain entre Israël et ses voisins arabes. De même, le partage des énormes ressources en eau que représente le bassin de l'Euphrate, fleuve qui prend sa source en Anatolie, alimente les tensions entre la Turquie et ses voisins syriens et irakiens.

IV. 3 Les disparités

Les disparités économiques, démographiques, culturelles et sociales sont grandes entre les deux rives et favorisent les mouvements migratoires, notamment vers le Nord et les émirats du Golfe. L'accroissement de la

population a provoqué l'exode rural, intensifié l'urbanisation et contribué, avec le trafic maritime, à aggraver la pollution.

En 1950 les pays riverains comptaient 212 millions d'habitants, dont 2/3 au Nord et 1/3 au Sud, en 1990 390 millions dont 163 millions au Nord, 227 au Sud. D'après les estimations en 2030 le bassin méditerranéen aura une population de 520 millions de personnes dont 360 millions dans les pays du Sud et de l'Est.

Certes, la croissance démographique n'est pas en soi un handicap, elle peut être même un facteur de puissance, peut soutenir le décollage comme dans les pays du Sud-Est asiatique. Mais dans d'autres régions comme dans celle de la Méditerranée du Sud et de l'Est une forte croissance démographique dans une situation de crise économique ne fait que reproduire la pauvreté. Et en plus il s'agit là d'une population jeune. Les moins de 30 ans y constituent, selon les Etats, 65% à 75% de la population avec toutes les conséquences que cela représente dans les secteurs du logement, de la scolarisation, de la santé, de la création d'emplois, des loisirs etc. Et quand on connaît l'incapacité du marché de travail à absorber les flux annuels des nouveaux entrants, on devine l'extraordinaire pression migratoire qui ira en s'accroissant.

La politique d'immigration de l'Europe sont passées d'une stratégie de „portes ouvertes” dans les années 50 et 60 à une stratégie de „restriction” à partir de 1973 (choc pétrolier, début de la crise économique). Une mentalité de „forteresse Nord” a émergé. Dès lors, la migration ultérieure est devenue illégale. Le type de pays émetteurs et récepteurs a également changé durant les 40 dernières années. Au cours des décennies 1960-70 les pays européens du Sud (Espagne, Italie, Portugal, Grèce) étaient des pays émetteurs. Mais à partir des années 1970 ils commencèrent à absorber des immigrants et dans les années 1980 ils sont devenus pays récepteurs.

Un nombre croissant d'immigrants illégaux pénètrent en Europe chaque année comme conséquence de la politique des „portes fermées” de l'Union européenne. Au début des années 1990 il y avait à peu près trois millions d'immigrants illégaux en Europe occidentale. (La guerre en ex-Yougoslavie en a généré des vagues importantes de réfugiés)

Un des motifs de la migration vers le Nord, perçu comme un Eldorado (par les antennes paraboliques la société de consommation est entrée dans le monde de la misère), est aussi la disparité économique. Les rapports des pays des rives Sud et Est méditerranéens avec l'Europe se caractérisent par la verticalité des échanges et dépendance qui révèlent le développement inégal. Celui-ci est illustré par la structure des exportations: les uns exportent principalement des produits manufacturés et des services (les pays européens) et les autres les combustibles (hydrocarbures), les minerais et produits agricoles. Les pays du Sud effectuent 70-80% de leurs importations et de leurs exportations avec l'Union européenne. Mais les échanges Sud-Sud restent faibles, environ 5%. L'écart des PNB par habitant va de 1 à 26 au seuil du XXI^e siècle: environ 1000 \$ (Egypte, Maroc, Syrie) et 26000 \$ (France).

L'intégration des communautés immigrantes est confrontée à d'importantes difficultés lorsque les groupes immigrants diffèrent de la communauté d'accueil en termes d'ethnicité, de culture et de langue. Ce problème est aigu en France, en Allemagne et au Royaume-Uni où se trouve des millions d'immigrants musulmans (ils constituent „le seizième Etat-membre” de l'Union européenne). Les populations d'accueil sont mal à l'aise quand elles se rendent compte que certains quartiers ont été transformés en une sorte de pays étranger. Elles craignent de l'exportation de la criminalité, de la drogue et du terrorisme vers l'Europe. Les immigrants sont considérés comme un problème social et comme des gens difficiles à intégrer. Des débats entourent cette question de l'immigration et en font durant ces dernières années une question politique extrêmement sensible.

IV. 4. L'intégrisme islamique

La révolution islamique de 1979 en Iran marquait le surgissement de l'islam sur la scène politique internationale. Depuis l'islamisme apparaît comme le plus puissant mythe mobilisateur. La guerre civile en Algérie comme l'effacement des talibans en Afghanistan, les attentats terroristes alimentent les craintes de la „menace islamique”. En 1994 le secrétaire général de l'OTAN, Willy Claes le désigna comme un danger primordial: „ L'intégrisme est le plus

important défi pour l'Europe de l'Ouest depuis la fin de la guerre froide...il est au moins aussi dangereux que l'était le communisme.”

Grâce à la médiatisation des faits extrêmes l'islamisme est souvent réduit à un Moyen Âge tout en négligeant le fait qu'il est un produit de notre époque. Après avoir consolidé leur indépendance politique les pays musulmans se lancèrent dans des entreprises de modernisation: les uns inspirés par le modèle soviétique (l'Égypte nassérienne, l'Algérie de Boumedien), les autres par le modèle capitaliste (Iran, Tunisie). L'échec général de ces tentations, la défaite de 1967, la crise économique (surtout depuis le contre-choc pétrolier 1982-1985), occupation israélienne durable des territoires arabes débouchèrent sur le renouveau islamique à la fin des années 1960. Pendant cette même période on pouvait remarquer l'affaiblissement de l'idéologie arabiste, l'érosion de la légitimité des régimes en place, l'écrasement de la société civile par les Etats qui bloquent le processus de démocratisation, l'aggravation des échanges inégaux entre le monde arabe et les pays développés. A l'échelle mondiale: les grands bouleversements géopolitiques avec l'éclatement de l'Union soviétique et la globalisation accélérée avec son libéralisme sauvage. Les valeurs humaines, idéologiques etc. ce que les gens croyaient stables et éternelles volèrent en éclat. Le vide ainsi créé était comblé par la religion, le mythe, l'irrationnel, le retour au passé. (En Europe de l'Est c'est le chauvinisme nationaliste qui s'en empare).

Il ne faut pas chercher les assises de l'intégrisme islamique dans les campagnes, dans les vieilles villes non plus, mais dans les métropole et mégapoles, hauts lieux de la modernité, entourées des bidonvilles: Téhéran, Istamboul, Alger etc. Quelques chiffres illustrent la gravité du phénomène de pauvreté: le pourcentage de la population disposant de moins de deux dollars par personne et par jour était estimé en 1990 à 51,9% en Égypte et 17 % en Algérie.

Donc il ne faut pas chercher les raisons du phénomène de l'intégrisme dans l'islam qui est une religion et comme toutes les religions, il n'est ni monolithique, ni immuable, mais dans son époque et dans son espace social. Les événements sanglants récents éclatés en Kabylie prouvent que ce sont les conditions sociales et manque de la démocratie qui mobilisent la

population surtout les jeunes. Les islamistes n'ont pas réussi à les influencer, par leurs activités terroristes ils se sont discrédités eux-mêmes.

V. L'ENGAGEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD

V. 1. Partenariat euro-méditerranéen, engagement de l'Union européenne

Toutes les organisations internationales – européennes ou mondiales – sont impliquées dans les affaires de sécurité de la Méditerranée. Mais véritablement il n'y en a que deux qui peuvent jouer un rôle efficace dans la prévention de ses conflits et dans la gestion de ses crises: l'EU et l'OTAN. L'une, l'Union européenne a acquis de l'expérience considérable de coopération. Ses Etats-membres ont des relations économique, culturelles, humaines etc. avec le Sud et l'Est de la Méditerranée qui remontent au moyen-âge. C'est elle qui lança le processus de Barcelone, *l'unique cadre* qui soit dédié à la Méditerranée.

L'Alliance atlantique a des moyens technologiques, la structure militaire bien organisée et une grande expérience dans la gestion des crises. La crise yougoslave représenta la première intervention militaire (en Bosnie) réelle de l'OTAN dans une crise de la nouvelle ère et c'est sur la rive européenne de la Méditerranée que se déroula et se déroule encore cet engagement (IFOR,SFOR,KFOR).

Depuis la seconde guerre mondiale , les Etats riverains tentèrent d'organiser une coopération Sud-Sud et Nord-Sud au sein d'institutions régionales (la Ligue arabe, la Communauté économique européenne). La question de la sécurité en Méditerranée fut posée à la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. Dans son Acte final d'Helsinki (1er août 1975) était souligné que „ la sécurité en Europe ...est étroitement liée à la sécurité dans la région méditerranéenne tout entière”.

L'initiateur de la politique méditerranéenne qui aboutira était la France ayant la tradition la plus grande dans le bassin méditerranéen. Le président Mitterand posa premier fois en 1983 à Rabat le projet d'une réunion des pays de la Méditerranée occidentale. En raison de l'opposition de l'Algérie il ne se réalise qu'en 1988. En cette année-là les intellectuels, les

professionnels et des hommes politiques des sept Etats (l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal) se réunissent à Marseille (l'année suivante à Rabat). La réunion reçoit le nom Forum méditerranéen. Il se définit comme une rencontre informelle qui „doit contribuer à faciliter, à accroître le dialogue et la coopération méditerranéenne entre les sociétés et les Etats des deux rives”.

En juin 1990 la Commission de l'UE propose la Politique méditerranéenne renouvelée. Dans son rapport elle constate que la stabilité et la sécurité des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont des éléments essentiels pour la Communauté. En conséquence elle décide d'augmenter de 45% les protocoles financiers 1992-1996 avec ces pays-là par rapport à ceux de 1988-1991. Ces activités ont conduit à la préparation de la Conférence euro-méditerranéenne qui s'est tenue à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995.

La Déclaration de Barcelon adoptée à l'issue des travaux insiste sur la nécessité du „partenariat” impliquant une „coopération globale et solidaire” dans un cadre multilatéral, complémentaire de la coopération bilatérale qui était jusqu'alors la règle. La Déclaration a défini trois objectifs très ambitieux:

- *création d'une zone de paix et de stabilité, fondée sur les principes des droits de l'homme et de la démocratie*
- *construction d'une zone de prospérité partagée par l'instauration progressive d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens et entre ces même partenaires, accompagnée d'un important soutien financier communautaire destiné à faciliter la transition économique et à aider les partenaires à faire face aux défis socio-économiques suscités par cette transition*
- *amélioration de la compréhension mutuelle entre les peuples de la région et promotion d'une société civile libre et florissant, grâce à l'organisation d'échanges culturels, au développement des ressources humaines et au soutien apporté aux sociétés civiles et au développement social.*

Le premier volet se compose de trois parties complémentaires: le dialogue politique aux niveaux bilatéral et régional, des mesures de partenariat et la charte pour la paix et la stabilité. Le dialogue politique est devenu réalité alors même que le processus de paix au Proche-Orient était dans l'impasse.

Le partenariat demeure l'unique enceinte politique multilatérale dans laquelle les représentants de la Syrie et du Liban participent à des discussions avec des homologues israéliens. La Charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité rédigée n'est pas entrée en vigueur à cause de l'aggravation de la situation au Proche-Orient. Pour cette même raison la Syrie et le Liban n'ont pas participé à la réunion ministérielle euro-méditerranéenne à Marseille, les 15 et 16 novembre 2000. Cette réunion a procédé au bilan de cinq premières années du partenariat. Elle a confirmé l'engagement financier de l'UE en faveur de la Méditerranée. Durant les sept prochaines années l'aide financière de l'UE représentera 13 milliards d'euros. L'instauration du libre-échange (vers 2010) s'est révélé bien plus difficile que prévu. (D'après certains spécialistes sa réalisation n'aura pas lieu) L'intégration Sud-Sud progresse très lentement voir pas de tout.

Troisième volet, le partenariat dans le domaine sociale, culturel et humain est extrêmement important. Sa réalisation servirait à promouvoir la compréhension mutuelle entre les peuples de la région, la coopération avec la société civile, des valeurs démocratiques.

Le bilan du processus de Barcelone fait à la réunion de Marseille est nuancé, rien de triphalisme: le processus de Barcelone a connu des succès, mais il n'a pas atteint tous les objectifs ayant motivé sa création. Mais ce qui est important c'est qu'en dépit de circonstances politiques fortement défavorables un *dialogue permanent entre les 27 partenaires a vu le jour et s'est institutionnalisé*. Il a réussi à faire réunir autour de la même table les représentants des Etats qui ont des opinions politiques divergentes même opposées sur beaucoup de problèmes, ainsi il a gardé la possibilité des voies pacifiques de la solution des crises.

V. 2. Le dialogue méditerranéen: l'engagement de l'OTAN

Lorsqu'on parle des questions de sécurité en Méditerranée on oublie souvent que l'Organisation du Traité Atlantique Nord est une organisation méditerranéenne. Sa dimension géographique couvre aussi le bassin méditerranéen. Un des membres-fondateurs est l'Italie, pays méditerranéen. Son premier élargissement en 1952 touchait l'Est de la Méditerranée: la

Turquie et la Grèce. Sa vocation méditerranéenne était en 1949 le souhait de la France aussi qui aurait voulu voir assurer la protection de ses territoires maghrébins, en premier lieu des départements algériens.

L'installation de la VIe flotte américaine en 1947 montre l'importance stratégique vitale de la Méditerranée pour les Etats-Unis, leadership de l'OTAN. (D'ailleurs les trois doctrines présidentielles d'après-guerre (1947 Truman, 1957 Eisenhower, 1980 Carter) concernent la Méditerranée.

Durant la guerre froide les deux superpuissances s'y surveillaient mutuellement. L'OTAN, sous la coordination du Commandement Sud basé à Naples, l'assurait en s'appuyant sur les bases navals et aériennes des alliés riverains de la Méditerranée. De son côté l'URSS y entretenait une flotte (importante après la guerre de six jours) mais dans des conditions difficiles parce qu'elle ne disposait pas de grande base permanente.

La chute du Mur de Berlin qui entraîne l'effondrement du bloc soviétique et la deuxième guerre du Golfe marquent la fin de la guerre froide et l'espace méditerranéen s'est brusquement trouvé en présence d'une structure unipolaire dont la conséquence fut l'affirmation du leadership américain.

En raison de cette nouvelle situation géopolitique l'OTAN, privée de sa raison d'être initiale s'interrogeait sur son destin, elle s'est cherchée de nouvelle mission. L'ouverture vers la Méditerranée était une de ces voies. Mais elle le fit - dans l'atmosphère réchauffée de la deuxième guerre du Golfe - plutôt dans un esprit de coercition que de coopération („menace islamique”). Cette attitude renforça l'image négative de l'Alliance atlantique qui était perçue comme une institution de la guerre froide. (La méfiance trouvait son origine dans l'époque de la lutte anticolonialiste des années 1950-60).

Dans les premières années de l'après guerre-froide l'OTAN a consacré ses efforts à l'extension de la stabilité à l'Europe de l'Est. L'Alliance et les Etats-Unis préoccupées surtout des conflits en (ex) Yougoslavie où finalement elles se sont engagées. Les réticences de l'OTAN pouvaient être dues à la recherche de son nouveau rôle: où, quand, pour quelles raisons, à l'appel de qui, de quelle organisation pourrait-elle intervenir? D'ailleurs la guerre qui a ravagé le territoire de l'ancienne Yougoslavie a constitué un défi majeur pour les structures de sécurité héritées de la guerre froide, en

particulier pour les deux organisations militaires de l'Ouest, l'OTAN et l'UEO.

C'était l'Espagne, pays méditerranéen qui proposa en 1995 la construction du partenariat pour la paix en Méditerranée à l'image de celle introduite en Europe centrale. Probablement c'était ce projet qui est devenu *le Dialogue méditerranéen* dont la naissance fut aussi favorisée par le développement positif du processus de paix au Proche-Orient.

La déclaration du Sommet de l'OTAN à Bruxelles en janvier 1994 envisagea „des mesures destinées à promouvoir le dialogue, la compréhension et le renforcement de la confiance entre les pays de la région”. En décembre cette année-là les ministres des affaires étrangères de l'Alliance donnèrent pour instruction au Conseil de l'Atlantique du Nord „de mettre au point les détails du dialogue proposé et d'engager les contacts préliminaires appropriés.” En février 1995 le Conseil de l'Atlantique du Nord invita l'Égypte, Israël, le Mauritanie, le Maroc et la Tunisie à participer à la phase initiale du dialogue méditerranéen. En novembre 1995 la Jordanie a également été invitée à y prendre part. En mars 2000 l'Algérie a accepté l'invitation du Conseil de l'Atlantique Nord à se joindre au Dialogue méditerranéen.

Le Dialogue méditerranéen comprend deux volets:

- *dialogue politique*
- *participation à des activités spécifiques*

Le dialogue politique se compose de discussions politiques bilatérales régulières sur les activités de l'OTAN. Les activités spécifiques concernent la science (symposiums etc.), l'information (visite au siège de l'OTAN) et les plans civils d'urgence (la gestion civile de catastrophe).

En mai 1997 les ministres des Affaires étrangères réunis à Sintra prirent la décision d'élargir le contenu du dialogue avec certaines activités militaires. (Dans le cadre de l'IFOR et de la SFOR l'Égypte, la Jordanie et le Maroc coopèrent militairement avec l'Alliance en Bosnie-Herzégovine)

Toujours en 1997 au Sommet de l'OTAN à Madrid les trois pays de l'Europe centrale, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque sont invitées à s'adhérer à l'Alliance. Par une autre décision une nouvelle orientation et plus dynamique est ajoutée au dialogue méditerranéen avec la

création du Groupe de coopération méditerranéenne. Certainement entre l'invitation des pays de l'Europe centrale et la dynamisation du dialogue méditerranéen il y a une corrélation: par l'entrée dans l'Alliance des trois invités la stabilité semble être assurée dans l'Europe centrale et l'OTAN pourra consacrer plus d'attentions au bassin méditerranéen. La création du GCM signifie aussi l'intention de l'OTAN de transformer le dialogue en véritable coopération.

Le Dialogue méditerranéen ne veut pas remplacer les autres initiatives européennes (processus de Barcelone etc) relatives à cette région mais il voudrait les renforcer, compléter contribuant ainsi à la stabilité de la composante méditerranéenne de l'architecture de sécurité européenne.

L'importance du Dialogue méditerranéen – élément de l'approche coopérative globale de l'Alliance vis-à-vis de la sécurité – était soulignée dernièrement à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Budapest en mai 2001.

VI. EN GUISE DE CONCLUSION FINALE

Nous vivons dans un monde de plus en plus globalisé une période de transition qui succède au monde bipolaire. En Europe centrale de même qu'en Méditerranée la fin de la guerre froide n'a pas fait disparaître les foyers de tension. Certes, avec l'éclatement de l'Union soviétique la menace d'une confrontation entre les superpuissances a disparu. Les autres aspects non militaires de la sécurité ont passé au premier plan qui exigent d'autres moyens de gestion. Les menaces traditionnelles pour la sécurité s'estompent, d'autres menaces non militaires deviennent pernicieuses. Ce sont par exemple la corruption, le crime organisé, le terrorisme qui s'attaquent au fonctionnement des institutions des Etats et au bien-être des citoyens. Les nouveaux problèmes dépassent les frontières – migrations massives, conflits ethniques, maladies, pollution – et risquent d'avoir des incidences sur la paix et la sécurité. La plupart des conflits de la décennie dernière se sont produits à l'intérieur des Etats plutôt qu'entre Etats et les victimes étaient en majorité des civils. C'est la „sûreté des personnes” – la „sécurité humaine” – qui vient au premier plan (cf. intervention humanitaire).

Ces menaces sont plus difficiles à définir que celles purement militaires, et par conséquent plus difficiles à combattre. Même tout en les combattant l'Etat peut risquer de se servir des moyens dictatoriaux (restriction des libertés démocratiques) qui aurait plus d'effets négatifs sur les libertés individuelles que sur de telles menaces.

Les problèmes qui se trouvent à l'origine de ces menaces sont surtout d'ordre économique et social et proviennent de cette transformation brutale de notre monde. Toutes les valeurs sur lesquelles l'ancien monde était bâti sont ébranlés, mise en question. Et de ce vide ainsi créé surgissent les idéologies fondamentalistes (religieux ou laïque) extrémistes qui prônent le retour aux anciennes valeurs, au passé.. Elles ne tolèrent guère l'altérité. Leurs représentants voudraient homogénéiser le monde, anéantir l'altérité espérant ainsi trouver solution à tous les problèmes. Dans cette atmosphère pleine de haine et de tension il ne suffit plus d'avoir uniquement la capacité de domination militaire pour gérer les crises, pour garantir la sécurité. Elle

n'y apporte pas de solution durable. (En Europe centrale on en avait de l'expérience!)

La meilleure réponse à de telles situation de crise est l'approfondissement, le renforcement de la démocratie, à aider l'émergence de la société civile. L'aider économiquement, politiquement – et s'il est nécessaire militairement (comme en ex-Yougoslavie).

L'importance du partenariat euroméditerranéen tient – entre autres – à ce qu'il accorde un rôle principal à la société civile ne se limitant pas aux gouvernements et aux institutions publiques. Et c'est le dialogue politique qui est un moyen de faire progresser la démocratie, l'état de droit, la reconnaissance et le respect des droits de l'homme, en Europe centrale, en Méditerranée et partout dans le monde sans pratiquer les „deux poids, deux mesures”.

Souvent le dialogue n'apporte pas de résultats immédiats „visibles” (amélioration sensible des minorités etc.) , mais sert toujours la compréhension mutuelle, maintient la possibilité de résoudre les problèmes par des moyens pacifiques et aide à dissiper les préjugés!

Ce sont des facteurs qui donnent l'importance des dialogues méditerranéen de l'OTAN, euroméditerranéen de l'UE ou des Tables thématiques du Pacte de stabilité. Même on pourrait peut-être suggérer un dialogue collectif avec des participants de la société civile de la Méditerranée, de l'Europe centrale, de l'UE et de l'OTAN sous l'égide de l'OSCE.

En état actuel des choses la meilleure garantie de la sécurité et de la paix en Europe centrale et en Méditerranée serait – à notre avis – une coopération structurée entre l'OTAN et l'UE dont les activités seraient complémentaires se renforçant mutuellement mais chacune se concentrant sur ce qu'elle fait le mieux. Certes, cela exige une base solide, non contestée du lien transatlantique.

VII. BIBLIOGRAPHIE¹⁰

LIVRES

- 1.) *A Balkán-háborúk és a nagyhatalmak* [Les guerres balkaniques et les Puissances] (Ed. Krausz Tamás). Napvilág Kiadó, Budapest 1999.
- 2.) Balta, Paul: *Méditerranée. Défis et enjeux*. L'Harmattan, Paris 2000.
- 3.) Balta, Paul (Ed.): *La Méditerranée réinventée*. La Découverte/Fondation René Seydoux, Paris 1992.
- 4.) Bostov, K. – J. – R. Henry (Ed.): *Le Maghreb, l'Europe et la France*. CNRS, Paris 1992.
- 5.) Braudel, Fernand: *La Méditerranée. L'espace et l'histoire*. Flammarion, Paris 1985.
- 6.) Braudel, Fernand: *Écrits sur l'histoire*. Flammarion, Paris 1969.
- 7.) Bourguiba, Habib: *La France et la Tunisie*. Paris 1955.
- 8.) *Les constantes géostratégiques tirées des grands conflits en Méditerranée*. Publishud, 1997
- 9.) Daguzan, J. F.: *Le dernier rempart: politique de défense et forces armées au Maghreb*. Publishud 1998.
- 10.) *Demain la Méditerranée. La parole est aux riverains du Sud*. Publisud 1995.
- 11.) *Európa régi-új régiója: a Mediterráneum* [Région ancienne-nouvelle de l'Europe: la Méditerranée] (Eds: N. Róza Erzsébet, Póti László) Stratégiai és Védelmi Kutatóintézet, Budapest 1999.
- 12.) *Elecciones, participacion y transiciones politicas en Norte de Africa* (Eds: Bernabe Garcia Lopez, Gema Martin Muñoz, Miguel H. de Larramendi) Agencia Española de Cooperacion Internacional, Madrid 1991.
- 13.) Encel, Frédéric: *Le Moyen-Orient entre guerre et paix. Une géopolitique du Golan*. Flammarion 1999.
- 14.) Fontain, André: *Après eux le Déluge. De Kaboul à Sarajevo 1979 – 1995*. Fayard, Paris 1995.

¹⁰ Tenant compte de l'abondance extraordinaire des publications la bibliographie ne peut pas être exhaustive. Nous avons fait une sélection.

- 15.) *Földek közötti tenger* [La mer entre les terres] (Ed. Réti György) Zrinyi Katonai Kiadó, Budapest 1983.
- 16.) Gastaut, Yves: *L'immigration et l'opinion en France sous la Ve République*. Seuil, Paris 2000.
- 17.) Juhász József: *Volt egyszer egy Jugoszlávia* [Il y avait une fois la Yougoslavie] Aula, Budapest 1999.
- 18.) Khader, Bichara: *L'Europe et la Méditerranée. Géopolitique de la proximité*. L'Harmattan, Paris 1994.
- 19.) Khader, Bichara: *Le partenariat euro-méditerranéen après la conférence de Barcelone*. L'Harmattan, Paris 1997.
- 20.) Kubli, Olivier Ladislas: *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves*. L'Harmattan, Paris 1999.
- 21.) Lacoste, Yves: *Question de géopolitique. L'islam, la mer, l'Afrique*. La Découverte et Librairie Générale Française, Paris 1988.
- 22.) Lampé, John R.: *Yougoslavie as History. Twice there was a country*. Cambridge University Press 1996.
- 23.) Laurens, Henry: *Paix et guerre au Moyen-Orient*. Armand Colin, Paris 1999.
- 24.) Liauzu, Cl.: *Hisotire des migrations en Méditerranée occidentale*. Ed. Complexe, Bruxelles 1996.
- 25.) *Les îles et la sécurité en Méditerranée*. Editée par la revue „L'Europe en formation”, Nice 1991.
- 26.) Malcolm, Noel: *Kosovo: s short history*. Harger Perenial, New-York 1999.
- 27.) Marquina, Antonio (Ed.): *Perceptions mutuelles dans la Méditerranée. Unité et diversité*. Publishud 1998.
- 28.) Nouschi, André: *La Méditerranée au 20e siècle*. Armand Colin, Paris 1999.
- 29.) Nigoul, Claude – Torelli, Maurice: *Menaces en Méditerranée*. Fondation pour les Études de Défense Nationale, Paris 1987.
- 30.) *Le processus de Barcelone. Cinq ans après 1995 – 2000*. Commission européenne, Bruxelles 2000.
- 31.) Ravenel, Bernard: *Méditerranée. Le Nord contre le Sud?* L'Harmattan, Paris 1990.

- 32.) Romsics Ignác: *Nemzet, nemzetiség és állam Kelet-Közép és Délkelet Európában a 19. és 20. században* [Nation, nationalité et Etat dans l'Europe centrale-orientale et du Sud-Est aux XIX-XX ss.] Napvilág Kiadó, Budapest 1998.
- 33.) Sanguin, André-Louis (Ed.): *Mare Nostrum. Dynamique et mutations géopolitiques de la Méditerranée*. L'Harmattan, Paris 2000.
- 34.) Szűcs Jenő: *Trois Europes*. L'Harmattan, Paris 1985.
- 35.) Zizola, Giancarlo: *Geopolitica mediterranea*. Rubbettino 1997.
- 36.) Yerasimos, Stéphane: *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*. La Découverte/Livres Hérodote, Paris 1993.

ARTICLES

- 37.) Aldwel A., Anthony: *The United States, NATO and the Mediterranean Dialogue*. Defence Studies No 24. (Budapest)
- 38.) Alibani, Roberto: *La sécurité européenne à travers la Méditerranée*. Cahiers de Chaillot No 2. Edition WEB
- 39.) Asmus, R. D. – Lassabee, S. L. – Lesser, I. O. : *La sécurité dans le bassin méditerranéen*. Revue de l'OTAN, mai 1996.
- 40.) Bennett Christopher: *Les Balkans vont-ils connaître des progrès décisifs?* Revue de l'OTAN, été – automne 2000.
- 41.) Bassal Pierre: *La Méditerranée dans la guerre froide*. Relations internationales, 1996. Nos 7-8.
- 42.) Berque, Jacques: *Que veulent les islamistes au Maghreb?* Le Monde diplomatique, février 1992.
- 43.) Blanc, Pierre: *Chypre: une île à hauts risques*. Hérodote, 1998. No 90.
- 44.) Bin, Alberto: *La contribution de l'OTAN au renforcement de la coopération en Méditerranée*. Revue de l'OTAN, hiver 1998.
- 45.) Carrere d'Encausse, Hélène: *La Méditerranée orientale et la sécurité de l'Europe*. Les cahiers de l'UPE, No 2. Edition WEB
- 46.) Cuerda, Alejandro: *The Mediterranean Region and its Security Problems*. Defence Studies, No 24.
- 47.) Cesari, Jocelyne: *L'islam en Europe*. Problèmes économique et sociaux, No 746. (1995)

- 48.) Coustillière, Jean-François: *Méditerranée: quel enjeu pour le XXI^e siècle.* Défense nationale, avril 1999.
- 49.) Cot, Michel: *L'Europe et l'OTAN.* Défense nationale, octobre 1997.
- 50.) Coutau-Bégarie, Hervé: *Mare Nostrum: esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée.* Hérodote, avril-juin 1987.
- 51.) Desrues Thierry: *Le partenariat euro-méditerranéen? Une approche illustrée par les cas marocain et tunisien.* Hérodote, No 94. (1999)
- 52.) Daguzan, J. F.: *La Méditerranée en quête d'une organisation politico-stratégique.* Défense nationale, octobre 1997.
- 53.) Duval, Marcel: *La stratégie américaine en Méditerranée, perception par un Français.* Défense nationale, octobre 1997.
- 54.) Etienne, Victor: *Géopolitique de la Méditerranée.* La Pensée, mai-juin 1997.
- 55.) Ghebali, Victor-Yves: *La Charte d'Istanbul de l'OSCE pour la sécurité européenne.* Revue de l'OTAN, printemps – été 2000.
- 56.) Guesotto, Nicole: *L'OTAN et l'Europe à la lumière du Kosovo.* Politique étrangère, 1992. No. 2.
- 57.) Heimerl, Daniela: *Construire la paix. Le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.* Le Courrier des pays de l'Est, septembre 2000.
- 58.) Kamp, Karl-Heinz: *L'OTAN après Kosovo: ange de paix ou gendarme du monde?* Politique étrangère, 1999, No 2.
- 59.) Kristianasen, Wendy: *L'islam bousculé par la modernité.* Le Monde diplomatique, avril 2000.
- 60.) Lacoste, Yves: *Méditerranée: nations en conflits.* Hérodote, 1998. No 90.
- 61.) Knaus, Gerald – Cox, Marcus: *Quel avenir pour la Bosnie?* Revue de l'OTAN, hiver 2000-2001.
- 62.) Laurens, Henri: *La France, l'Angleterre et les Etats-Unis dans la Méditerranée et le monde arabe.* Relations internationales, 1996. Nos 7-8.
- 63.) Lanxade, Jacques: *La sécurité en Méditerranée.* Etudes internationales, 1998. No 68.
- 64.) Moratinos, Miquel Angel: *Un engagement plus prononcé de l'Union européenne.* Le Monde diplomatique, avril 1998.

- 65.) Nordman, Jette: *Le dialogue méditerranéen: dissiper les malentendus et établir la confiance.* Revue de l'OTAN, 1997, No 4.
- 66.) Patten, Chris: *Une vision européenne pour les Balkans.* Revue de l'OTAN, été – automne 2000.
- 67.) Shuval, H. I.: *La guerre de l'eau. Une approche pour résoudre les conflits liés à l'approvisionnement en eau.* Les Cahiers de l'Orient, Edition WEB.
- 68.) Sertafy, simon: *Une liaison durable.* Revue de l'OTAN, printemps 2001.
- 69.) Santis, Nicola de: *L'avenir de l'initiative de l'OTAN.* Revue de l'OTAN, printemps 1998.
- 70.) Trapans, Jan Arved: *Les concepts de sécurité nationale en Europe centrale et orientale.* Revue de l'OTAN, novembre-décembre 1997.
- 71.) Tandonnet, Maxime: *La politique européenne d'immigration à la croisée des chemins.* Hommes et Migrations, mars-avril 2001.
- 72.) Rosière, Stéphane: *Les minorités magyars d'Europe centrale.* Hérodote, janvier – mars 1988.
- 73.) Rühle, Michael: *Un nouveau regard sur le rôle de l'OTAN dans la sécurité européenne.* Revue de l'OTAN, hiver 1998.
- 74.) Lord Robertson: *Sécurité et interdépendance.* Politique étrangère, 1999. No. 4.
- 75.) Lord Robertson: *L'OTAN au nouveau millénaire.* Revue de l'OTAN, hiver 1999.
- 76.) Péchoux, Pierre-Yves: *Les trois crises de la Yougoslavie.* Hérodote, 1988, janvier – mars.
- 77.) Sasmatzoglou, Konstantinos: *The Role of NATO in the Eastern Mediterranean Region.* Defense Studies, No 24.
- 78.) Szabó László: *Centrale Europe and the Mediterranean: a Comparison with a Hungarian Accent.* Defense Studies, No. 24.
- 79.) Troebst, Stefan: *Das OSZE-Engagement bei ethnopolitischen Konflikten.* Internationale Politik, 1997. No. 10.
- 80.) Vukadinovic, Nebosa: *Les enjeux de la stabilisation et de la reconstruction des Balkans.* Politique étrangère, 2000. No. 1.

QUELQUES SITES INTERNET

- 1.) <http://europa.eu.int>. Union européenne
- 2.) <http://www.isn.ethz.ch/> International Relations and Security Network
- 3.) <http://www.euromed.net/> EROMED
- 4.) <http://www.mfa.gov.hu/> Ministère Hongrois des Affaires Étrangères
- 5.) <http://www.weu.int/> Union de l'Europe occidentale
- 6.) <http://www.nato.int/> OTAN
- 7.) <http://www.osce.int/> Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- 8.) <http://www.monde-diplomatique.fr> Le Monde diplomatique
- 9.) <http://bok.net/balkans/> Le Courrier des Balkans